



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

CF,RB,JM/vg

P.V. CP 03
P.V. AEDCI 05
P.V. ENEJ 05

Conférence des Présidents

et

**Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense,
de la Coopération et de l'Immigration**

et

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse**

Procès-verbal de la réunion du 11 novembre 2015

Ordre du jour :

Hearing entre des commissions parlementaires et des représentants de la Conférence générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) au sujet des résultats de la Conférence européenne de la Jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015

*

Présents : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Gérard Anzia remplaçant Mme Viviane Loschetter, Membres de la Conférence des Présidents

M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gusty Graas, M. Max Hahn remplaçant M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Marc Spautz, M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Claude Adam, M. Frank Arndt remplaçant Mme Tess Burton, M. Gilles Baum, M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Max Hahn remplaçant M. Eugène Berger, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen remplaçant M. Claude Haagen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine

Mergen, M. Marcel Oberweis remplaçant Mme Sylvie Andrich-Duval, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Octavie Modert, Mme Taina Bofferding, observateurs

M. Ralph Schroeder, du Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse

Mme Dzenita Kijamet, M. Noël Lessinger, Young Caritas

M. Rares Craiut, M. Gilles Martin, M. Kevin Olinger, M. Jeff Schroeder, M. Yannick Zuidberg, DVLJ

M. Christophe Brighi, M. Mike de Waha, M. Bernard Djuna, M. Maurice Losch, CGJL

M. Pitt Sietzen, FNEL

M. Bob Picard, DEI JONK GRENG

Mme Jana Degrot, JDL

M. Luc Calmes, OGBL Jeunes

M. Gilles Carlizzi, M. Joé Thein, ADRENALIN

Mme Sophie Née, Mme Milena Steinmetzer, JONK LENK

Mme Vicky Reichling, UNEL

M. Patrick Weymerskirch, JSL

M. Yannick Glod, Mme Elisabeth Margue, CSJ

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Laurent Zeimet, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Le Président de la Chambre des Députés
M. Maurice Losch, de la CGJL

*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Le Président de la Chambre des Députés

*

Hearing entre des commissions parlementaires et des représentants de la Conférence générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) au sujet des résultats de la Conférence européenne de la Jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015

En guise d'introduction, M. le Président de la Chambre des Députés rappelle que les échanges de vues entre les Députés et les organisations de jeunesse ont pour but

d'associer les jeunes à la prise de décision politique, et ce tant au niveau national qu'eupéen. L'orateur souligne l'importance accordée par les Commissions parlementaires aux prises de position des organisations de jeunesse.

M. le Président de la CGJL signale que son organisation regroupe plus que 40.000 personnes, ce qui fait d'elle un organe représentatif et un porte-voix crédible de la jeunesse luxembourgeoise. L'orateur rappelle que l'action des organisations de jeunesse repose en première ligne sur le bénévolat. Or, afin d'être en mesure de traiter en profondeur des dossiers européens de plus en plus compliqués, un suivi professionnel s'avère indispensable. M. le Président de la CGJL en appelle aux Députés et au Gouvernement afin de mettre à leur disposition les moyens nécessaires.

Le présent hearing a pour but de tirer les conclusions de la Conférence européenne de la jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015, mais aussi de discuter d'un certain nombre de sujets d'actualité politique. Les Députés et les représentants des organisations de jeunesse expriment leur point de vue sur la crise des réfugiés, les suites de la crise économique et la nécessité de lutter contre le chômage des jeunes, le processus de Bologne et la mobilité des étudiants, les moyens de pallier le manque de démocratie au sein de l'UE ainsi que sur la propagation de mouvements populistes, extrémistes et xénophobes en Europe.

Pour le détail des avis des organisations de jeunesse, il est renvoyé à l'annexe du présent procès-verbal.

Face aux positions critiques de certains jeunes vis-à-vis de l'Europe, plusieurs Députés mettent en garde contre une attitude trop négative qui reviendrait à jouer le jeu de ceux qui aspirent à la désintégration de l'Europe.

En guise de conclusion, M. le Président de la Chambre des Députés admet que les opinions divergent au sujet de l'Europe qui est trop souvent jugée responsable de l'austérité ou des inégalités croissantes. Face à cela, il est nécessaire de promouvoir des valeurs telles que les droits de l'Homme, la solidarité ou la tolérance sur lesquelles l'Europe doit fonder son action.

Luxembourg, le 12 novembre 2015

Le Secrétaire-administrateur,
Joëlle Merges

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars Di Bartolomeo

Le Président de la Commission des Affaires
étrangères et européennes, de la Défense,
de la Coopération et de l'Immigration,
Marc Angel

Le Président de la Commission de
l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse,
Lex Delles

Annexe

Conclusions de la Conférence européenne de la Jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015, et avis des organisations de jeunesse présentes lors du hearing.

En vue du

Hearing entre des commissions parlementaires et des représentants de la Conférence générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) au sujet des résultats de la Conférence européenne de la Jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015

le mercredi 11 novembre 2015, à 15.00 heures

- 1 - 3 EU Youth Conference Luxembourg – Final Joint Recommendations on
« Empowerment of young people for political participation in the democratic life in Europe
- 4 Avis UNEL
- 5 - 6 Avis JSL
- 7 - 8 Avis Jonk Lénk
- 9 - 11 Avis Jonk Gréng
- 12 Avis JDL
- 13 Avis ADRENALIN
- 14 Liste des participants

Transmis en copie pour information

- Aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Aux Membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de la Jeunesse
- Aux Membres de la Conférence des Présidents



Luxembourg, le 9 novembre 2015

Joëlle Merges

Secrétaire-administrateur de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

EU Youth Conference Luxembourg

Trio Presidency Italy-Latvia-Luxembourg

Final Joint Recommendations on **“Empowerment of young people for political participation in the democratic life in Europe”**

Luxembourg, 21 - 24 of September 2015

The structured dialogue is an instrument within the framework for European cooperation in the youth field to involve young people in the development of EU policies. The outcome of the fourth 18-month work cycle on the overall thematic priority “Empowerment of young people for political participation in the democratic life in Europe” is based on the results achieved by the consultations with young people before and during the Italian, Latvian and Luxembourg Presidencies as well as the EU Youth Conferences in Rome in October 2014, Riga in March 2015 and Luxembourg in September 2015.

In the framework of the EU Youth Conference in Luxembourg, youth representatives, together with representatives from member states have gathered to adopt the Final Joint Recommendations on “Empowerment of young people for political participation in the democratic life in Europe”.

Create a culture of participation at school

- 1) Member states should introduce and support a framework in educational institutions, such as student councils and other student initiatives that enable and ensure the engagement of students to be one of the decision-makers in educational institutions.
- 2) Educational institutions should recognize different forms of civic engagement such as volunteering, in order to stimulate a culture of participation at school.
- 3) Member States should further develop or include citizenship education in the curricula at all levels of formal education, bringing a local, national, European and global perspective. Formal education providers must include non-formal learning methodologies to encourage critical thinking and enable young people from all backgrounds to develop attitudes and values to participate actively in the society. CULT committee is invited to advance the citizenship education discussion in the European Parliament.



Involving young people in political decision-making

- 4) In order to further involve young people in democratic life, Member States and local authorities are invited to implement pilot programmes starting at the local level, where voting age is lowered to 16, accompanied by an adequate preparation, including quality civic education.
- 5) By implementing transparent, sustainable and collaborative structures and providing financial support, authorities on the local, regional and national levels should ensure full participation of youth NGOs in decision making processes of policies that affect young people.

Enhancing policy makers' engagement and commitment with young people

- 6) European Commission and Member States should put in place a framework to enhance policy-makers' commitment to shared decision-making with young people by providing the policy makers with all the necessary tools in developing, implementing and evaluating policies.
- 7) Policy makers at all levels should continuously perform an open and inclusive political culture of communication using multiple youth targeted methods in order to ensure transparency and accountability of the policy-makers.

Strengthening the role of youth work for political empowerment of all young people

- 8) Youth work and its crucial role for fostering political participation, which is based on the values of diversity, human rights, democracy and critical thinking, should be strengthened. Therefore, the European Commission and the Member States should provide the youth sector with the necessary resources such as, operational and project funding; with the necessary support structures such as a legislative framework, networks and trainings; and with the formal, social and political recognition of youth work and non-formal learning.
- 9) European institutions and Member States are encouraged to establish cross-sectorial initiatives and long-term partnerships at all levels with youth workers and non-governmental organisations in order to transfer knowledge and develop political participation competencies of all young people.

21 - 24 September
2015



Developing youth friendly tools for political participation

- 10) Private and public organizations should involve young people from all backgrounds and identities in the development, implementation and monitoring of online tools for youth political participation. To ensure recognition of young people's participation and sustain their involvement in political processes, online tools should be combined with offline methods and have a follow-up phase in which decision-makers explain on how young people's contributions were taken into account.
- 11) To ensure access of young people to information and opportunities to experience tools for political participation, Member States should ensure that trainings on the existence and the use of such tools are provided to teachers and other people working with youth.

Developing local and direct democracy

- 12) Member States, local and regional authorities shall promote the establishment and the strengthening of democratic local and regional youth councils or other equivalent youth platforms that should be open, inclusive and sustainable in order to enable and support young people from all backgrounds and identities to participate and be involved in decision-making processes in accordance with the Revised European Charter on the Participation of young people in local and regional life (Congress of Local & Regional Authorities, Council of Europe).

Developing alternative forms of participation

- 13) Member states and youth organisations should recognise and make better use of alternative forms* of young people's political participation aiming to enrich the debate and decision-making processes.

*all political participation forms that take place outside of the institutionalised system

Increasing synergies and cooperation between different actors

- 14) The EU institutions and Member States should initiate or improve existing cross-sectorial policy cooperation and communication, affecting youth at all levels, and enable sustainable collaboration between all relevant stakeholders, while especially involving young people.
- 15) We call on the European Commission to set the ground for a progressive implementation of a youth impact assessment of all EU policies, involving young people and other relevant stakeholders, to ensure the sustainability and effectiveness of policies affecting young people's lives, thus increasing the attractiveness of political participation for young people.



Avis UNEL

Flüchtlingskris

Europa wird oft mit dem Konzept der Solidarität in Verbindung gebracht. Doch die Solidarität Europas bezieht sich nur auf die Menschen die sich bereits innerhalb der europäischen Grenzen befinden und auch dann nur begrenzt. Denn auch die Solidarität zwischen den EU-Staaten lässt zu wünschen übrig. Es ist mittlerweile bekannt, dass viele Menschen versuchen auf unsicherem Weg Europa zu erreichen. Viel zu oft endet ihre Reise jedoch mit dem Tod an den Außengrenzen der EU. Auch ohne direkt an den EU-Außengrenzen zu liegen, trägt Luxemburg Verantwortung für die viele Tote. Wenn Europa es ernst meinen würde mit der Solidarität, dann muss Flüchtenden endlich eine sichere und legale Anreise nach Europa ermöglicht werden. Solange dies nicht umgesetzt wird, macht sich die EU mit jedem*r weiteren Toten der unterlassenen Hilfeleistung schuldig!

Aber auch wenn wir dieses Ziel erreichen, bleibt die Mitverantwortung der EU an den Krisen die die Menschen zur Flucht zwingen. Die Außen- und Wirtschaftspolitik der EU beeinflusst die Lebensbedingungen der Menschen andersorts. Auch dieser Verantwortung muss die EU sich bewusst werden und entsprechen seine Politik ausrichten, denn Niemand flüchtet grundlos.

Antirassismus

Innerhalb der EU gibt es einen manifesten Rechtsruck, spürbar bei Wahlen oder in der Gesellschaft. Verschärft bemerkbar macht sich dies bei immer häufigeren gewaltsamen und rassistisch motivierten Übergriffen. Ziel dieser Übergriffe sind Menschen die als "fremd" empfunden werden, Personen in deren Umkreis, ihre Unterkünfte und Habseligkeiten.

Doch auch weniger offensichtliche Fremdenfeindlichkeit nimmt in unserer Gesellschaft zu.

Hasskommentare in den sozialen Medien häufen sich, Alltagsrassismus breitet sich schleichend aus und wird immer sozial akzeptierter. Dem müssen wir uns entschlossen auf viele Arten entgegenstellen. Unser Ziel muss es sein, dass jeder Mensch in Europa sein Leben in Sicherheit führen kann.

Bologna

Durch die Bologna Reform sollte eine Vereinheitlichung der Universitätsabschlüsse es den Studierenden in Europa erleichtern von einer Uni auf die andere zu wechseln und damit den Austausch zwischen den Kulturen fördern. Was wir jedoch heute an den Unis beobachten ist, dass das wechseln vom Diplomstudium aufs Bachelor-/Masterstudium viele Verschlechterungen in der Lehre mit sich gebracht hat. Der Inhalt von 4 Studienjahren wurde in 3 Jahre hineingedrängt, Studierende müssen also in viel kürzerer Zeit die gleiche Menge an Stoff verarbeiten, was eine qualitative Verschlechterung nachzieht. Außerdem wird z.B. in Österreich nicht mehr von Mindeststudienzeit sondern von Regelstudienzeit gesprochen, dadurch wird die Zeit in der ein Studium absolviert wird nicht als positiv betrachtet sondern alles was über die Regel oder auch die Norm hinausgeht als negativ angesehen. All diese Entwicklungen bringen der Lehre und der Forschung an den Unis nichts, sie zielen darauf hinaus der Wirtschaft so schnell wie möglich so viele ausgebildete Arbeitskräfte wie möglich zu generieren. Der derzeitigen Bildungsökonomisierung in Europa stehen wir höchst kritisch gegenüber, ein Studium braucht seine Zeit und sollte sich nicht nach den Zielen der Wirtschaft richten.

Education cuts

Auch die Schüler*innen und Studierenden sind Teil der europäischen Gesellschaft. Europa hat keine Zukunft, wenn es seine Bildungseinrichtungen vernachlässigt. Dennoch scheint es kein Halten vor der Austeritätspolitik und dem Sparwahnsinn zu geben, Europas Jugend muss dafür den Kopf hinhalten. Dies können wir in den letzten Jahren verstärkt nicht nur in Dänemark, Italien, Spanien etc. beobachten sondern auch in Luxemburg und wir als Schüler*innen und Studierende werden uns weiter aktiv dagegen wehren. Sowohl auf nationaler wie auch auf internationaler Ebene formieren sich Bündnisse um sich vereint für eine qualitative und freie Bildung für Alle einzusetzen.

Die Fortschrittlichkeit Europas verdanken wir unserer Bildung, bei den momentanen Kürzungen wird sich also ins eigene Fleisch geschnitten.

Partizipatioun/Conclusioun

Ein anderes Europa ist seit längerem nötig! Und um ein neues, solidarisches Europa zu schaffen wird auch die Jugend ihren Teil dazu beitragen. Wir werden ungeblendet die überholten Werte und Meinungen aufzeigen und kritisieren, welche eine progressive Ausrichtung Europas immer wieder verlangsamt und behindern. Damit ein sozialeres Europa entstehen kann, muss zusammengearbeitet werden. Wir wollen und werden unseren Teil dazu beitragen.

Jugendchomage

Muss Thema sein wenn es um Europa geht. Unser Standpunkt wird noch ausgearbeitet.

Här President,
Léiw Deputéierten,
Léiw Kolleginnen an Kollegen,

Wat ass Europa? Op dës knapp Fro gëtt et sécherlech méi wéi eng Äntwert. Mee eppes ass kloer: virun 10 Joer hätt een ganz aner Äntwerten kritt wéi elo.

Eng Woch iert déi aktuell EU-Kommissioun vereedegt ginn ass, huet den Jean-Claude Juncker am EU-Parlament gesot, dëst wier d'Kommissioun „vun der leschter Chance“. Hien hat Recht. Ëmsou méi schued ass et allerdéngs, dass déi lescht Chance bis elo nach net genotzt ginn ass. Mir sinn als JSL der Meenung, dass sech d'Politik net un hiren Undeitungen an eidlen Versprieche muss moossen, mee un hiren konkreten Aktiounen. Dës Kommissioun ënnerscheed sech leider nëmmen marginal vun hirer Virgänger-Kommissioun mat hiren neo-liberalen Dogmen. D'Finanz- an Wirtschaftskris huet zu sozialen Verwerfungen an der EU geféiert, déi dësen Kontinent an deem Mooss bis elo nach ni kannt huet. D'Vertrauen an d'EU-Institutionen huet staark gelidden, an d'europäesch Integratioun ass am ralenti.

D'Austeritéitspolitik, där sech d'Barroso-Kommissioun verschriwwen huet, huet zu enger seriéiser Rezessioun vun der europäescher Wirtschaft geféiert, an domadder verbonnen ass d'Aarbechtslosegkeet rasant erop gaangen, surtout d'Jugendarbechtslosegkeet. Wat sech iwwert déi lescht Joer ofgespillt huet, ass net manner wéi d'Erunziichten vun enger verluerener Generatioun, déi zwar generell ëmmer besser qualifizéiert ass, mee keng Aarbecht fënnt, well keen Wuesstem do ass. D'ILO rechent 2015 op internationalem Niveau mat engem Jugendchômage vun 13,1 %. Den Taux huet sech deemno international stabiliséiert. An Europa ass den Jugendchômage bedeitend méi héich ewéi an der internationaler Moyenne: 53,2 % an Spuenien, 52,4 Prozent an Griicheland. An 2/3 vun den europäesche Memberstaten ass den Jugendchômage méi héich ewéi 20%. Dës Zuelen bräicht ech eigentlech net weider ze kommentéieren, well se schwätzen eng kloer Sprooch. Déi 6 Milliarden Euro, déi am Kader vum 2-Jores-Programm am Juni 2013 vun den EU-Staats- an Regierungschefen fir d'Lutte géint den Jugendchômage bereet gestallt ginn sinn, ginn net duer. Den Montant representéiert grad emol 0,03 % vun der Wirtschaftskraft vun der EU. Als iwwerzeegten Europäer misst een sech eigentlech dofir schummen! Dobäi kënnt, dass ze vill Zäit verluer gaangen ass, bis een den Programm och effektiv genotzt huet. Nodeems den 2-Jores-Programm schonn am Juni 2014 en ganz Joer an Kraaft getrueden war, hunn mat Frankräich, Italien an Litauen grad emol 3 Länner Suen aus deem Programm accordéiert kritt!

D'Jugend an Europa muss erëm Hoffnung kënnen hunn. Dat geet awer nëm-
men, wann mir et fäerdeg bréngen, laangfristeg en zollitt Wirtschaftswuesstem
ze generéieren, an esou massiv Aarbechtsplazen schaffen. Den „Juncker-
Plang“ muss esou ausgeluecht ginn, dass den Volume un Investissementer
och wierklech engem sënnavollen Ausbau vun den ëffentlechen Infrastrukturen
an der Forschung zegutt kommen. Den „Juncker-Plang“ eleng ass do nëmmen
eng Drëps op den waarmen Steen, an muss duerch weider Programmer
ergänzt ginn, woubäi der BEI do eng zentral Roll kéint zoukommen. Et besteet
keen Zweifel, dass all d'EU-Memberstaaten müssen méi finanziell Mëttlen fir
den pluriannuellen EU-Budget zur Verfügung stellen, wann mir wëllen handfest
Resultater kréien.

Den Mënsch muss erëm an den Mëttelpunkt vun der EU-Politik réckelen: mir
als JSL fuerderen, dass all Form vun Sozialdumping an der EU ënnerbonnen
gëtt, andeems an all EU-Land en obligatoreschen, gesetzlech verankerten an
flächendeckenden Mindestloun agefouert gëtt, deen den Liewenskäschten an
den jeeweilegen Länner Rechnung dréit.

D'Finanzkris huet offen geluecht, dass den europäeschen Finanzsektor net
genuch reglementéiert ass. D'Initiative vun 11 EU-Memberstaaten, eng Fi-
nanztransaktionssteuer anzeféieren, ass luewenswäert. Mir halen als JSL al-
lerdëngs weider drun fest, dass sech all europäesch EU-Staaten missten un
där Initiative bedeelegen.

Mir müssen ëmmer am Hannerkapp behalen, dass - wann mir méi europäesch
Integratioun net fäerdeg bréngen sollten - d'Konsequenzen net nëmmen op
wirtschaftlech an sozialem Niveau wäerten ze spieren sinn, mir virun allem
um Zoustand vun eiser Demokratie. Di blann Austeritéitspolitik an villen EU-
Memberstaaten huet Rietspopulisten an Rietsextremisten groussen Opschwung
ginn. Wahlen an den EU-Memberstaaten op allen Niveaue hunn däitlech
gewisen, dass di einfach Äntwerten, Parolen vun Intoleranz, Homo- an Xeno-
phobie ërem méi Uklang fannen. Op Le Pen, Wilders, Strache oder rezent nach
d'Parlamentswahlen an der Schwäiz - den Ruck no riets ass reell. Nëmmen
wann mir den Mënsch an seng Existenzsuerger eescht huelen, kënnen mir eis
deenen Kräften entgéint stellen. Ech sinn frou, dass zu Lëtzebuerg am Parla-
ment bis op eng minoritär Partei all di politesch Kräften wëssen - och wann mir
natierlech ënnerschiddlech Positiounen hunn - dass d'Léisung méi Europa, an
net manner Europa ass! Ech sinn iwwerzeegt, dass vill Europäer - wann se
europafeindlech an rietspopulistesch Parteien wielen - eigentlech en Warnsi-
gnal un di etabléiert Parteien senden wëllen. Et ass elo un eis, dëst Signal ze
héieren, an ze agéieren.

Ech soen Iech Merci.

Des EU ass fir ze katzen

D'EU hat an deene vergaangen Méint e puer mol d'Chance fir sech selwer an hire Bierger*innen ze weise wat se kann. Erausfuerderunge wore genuch do, denkt een zum Beispill un d'Wirtschaftskris, un d'Flüchtlingskris awer och un déi sëllech zousätzlech pan-europäesch Krisen, de wuessende sozialen Ongerechtegkeeten, dem Opkomme vu faschistesche Parteie souwéi globale Konflikter an (Klima-)Katastrophen.

En richtegt Ëmdenke wier noutwenneg gewiescht an bleift noutwenneg. Allerdéngs kënne mir net drop waarden, dat dëst Ëmdenken innerhalb vun de bestoende Mechanismen entsteet.

Wee lo seet, d'EU wier gescheitert läit falsch. E Scheitere vun der EU setzt viraus, dat se déi eegen Ziler net areeche géif oder dat d'EU aner Méiglechkeeten gehat hätt ze reagéieren. De Gedanke vum Scheitere vun der EU baséiert op der Illusioun, dat déi aktuell EU op des Krisen, aus sech selwer eraus, mat sengen Institutionen a mat senger Funktiounsweis, eng Léisung hätt kéinten fannen.

D'EU an hier Memberstate kënnen a wëllen keng aner Äntwert op d'Wirtschafts- an d'Eurokrise fanne wéi d'Austeritéitspolitik. Si missten soss déi neoliberal Logik, op der d'EU opgebaut ass, an déi hiren aktuellen Liewensmoteur ass, a Fro stellen.

Et ass also logesch an parallel degueulasse, wéi den Conseil an d'Eurogrupp op Diktater an Erpressung zeréckgräife fir z.B. déi griichesche Regierung ze bekämpfen an d'Resultat vum griichesche Referendum z'ignoréieren. Si däerfen net emol d'Vermutung opkomme loossen, dat et een anere Léisungswee kéint ginn.

Deen nämmelechte Prinzip gëllt an der Flüchtlingsfro. D'EU huet d'Zil d'Privilegie vun hire Memberstaten, déi gréisstendeels op der Ausbeutung vun aneren opgebaut sinn, z'erhalen. Kann des EU iwwerhaupt anescht op eng Flüchtlingskris reagéieren, amplaz vun méi Grenzkontrollen an doduerch der faktescher Ofschafung vun de Schengenverträg, der Militäriséierung vu Grenzen an dem Labelen vun "sécher Hierkonftsstaaten"?

Den Ëmgank vun der Kommissioun an deene meeschte Regierungen an der EU mam "TTIP" ass ee weidert Beispill. Souguer déi schwach Demokratie-Instrumenter, d'EU-Parlament an d'Bierger*inneninitiativen, gi konsequent iwwergaangen. D'Wirtschaft huet méi Afloss wéi d'Bierger*innen an d'Regierungen vun de Länner hunn méi Muecht wéi déi national Parlamenter.

De Credo "There is no Alternative", op dem d'EU-Politik baséiert, ass eben net gescheitert, mä existéiert duerch all des Krise weider. D'EU gouf net konstruéiert fir sozial an humanitär Krisen ze léisen oder d'Grenze wierklech ofzebauen an schon guer net war d'Ziil den Afloss vun de Bierger*innen op d'Politik ze stäerken.

Gestäerkt gëtt bei de Bierger*innen just d'Frustratioun an d'Gefill vun Muechtlosegkeet. Déi schléit an Politikverdrossenheet an net seelen an eng Stäerking vu xenophoben an rassistesche Mouvementer em. D'Virdeeler, mat deenen d'EU zanter hirer Grënnung hiert eigentlecht Wiesen an hier Funktiounsweis verstoppt a mat deenen d'Akzeptanz vun de Bierger*innen areecht gi sollt, si lo endgültig als Farce entlarvt. D'Leit gleewen net méi un eng Stäerking vun hirer Wirtschaft, un besser Aarbechtskonditiounen, weder un oppe Grenzen an Toleranz, nach un de Friddensprojet. Dat d'EU fir näischt méi steet ass méttlerweil och de sougenannten "Pro-europäeschen" Parteien bewosst, déi zwar weider un de Mechanisme festhalen, d'EU allerdéngs net méi verdeedegen. Eng Pauschal-Kritik un "Bréissel" an un anere Länner ass net just an de Medien mä och ënnert de Politiker*innen usus.

Et gëtt keng wierklech Solidaritéit tëscht den EU-Memberstaten a scho guer net vis-a-vis vun Net-EU-Staaten. All EU-Memberstat versteet d'EU just als Mëttel sech selwer oder senger eegener Industrie Virdeeler ze verschafen.

Ee vun deene gréissten Parasiten an deem System ass Lëtzebuerg. Beispiller fir eist hannerhåltegt Verhale sinn ënnert anerem, eis Steierdumping-Gesetzer, eis Wunnengspolitik, déi d'Leit zu Frontalieren mëscht, eis Emweltpolitik wou mer Tanktourismus fördern oder awer och eis d'Héichschoulpolitik wou mer eis Student*innen am Ausland ausbilden loossen an doduerch vill Suen spueren.

Wierklech pro-europäesch wor och Lëtzebuerg nach ni, mir sinn ëmmer just op déi eegen Virdeeler aus an halen eis an deene Momenter zeréck, wou et eescht gëtt.

D'EU, sou wéi se haut existéiert, als EU vun den Nationalstaten an de Konzerne, huet keng Daseinsberechtigung. Mir brauchen een anert Europa, mir brauchen eng Alternativ. Mir brauchen een antinationalt, solidarescht, demokratescht an oppent Europa.

Hearing Chamber 11. November: **Demokrateschen Defizit an Europa**

Herr Präsident, leif Deputeiert,

Den demokrateschen Defizit an Europa gett vun Mount zu Mount mei grouss! Eng Politikerin, dei sech fiir d'Rechter vun den Flüchtlingen ansetzt, gett mat engem Messer attackeiert. Rietspopulistesche Organisatiounen ewei PEGIDA oder den Front National kreien emmer mei zoulaaf bei hiiren Hetzkampagnen. Et brennen Flüchtlingsheemer ueschtert Europa.

An et schengs, dass daat een Phenomen ass, wou d'Majoriteit net wees, wei domadden emgoen.

Wou steiert Europa hin?

Net nemmen den Rietspopulismus brengt europäesch Werter an Gefoor. Och dei „ondemokratesch“ Traiteen ewei den Freihandelsoofkommen TTIP, TISA an CETA, deen iwert d'Käpp vun den Europäeschen Bierger eweg decideiert, wou sugger Parlamentarier net an d'Dossien ran kukken duerfen an wou Entreprises Länner verkloen kennen, wann se net mat Gestzestexter anverstaanen sin, ass en exemplairt Beispill dofiir, wei eis Demokratie, eis Gesondheet an eis Umwelt momentan menaceiert gett.

Jo et ass wouer, dass ëmmer méi Entscheedungen op europäeschem Niveau getraff ginn, d'Memberstaaten hunn e groußen Deel vun hirer Souveränitéit un Europa ofginn. Des Entscheedungsrechter goufen allerdéngs verluecht, ouni den demokratesche Konstrukt vun der europäescher Union am selwechten Otemzuch unzepassen. Des Weidere goufen am Kader vun der Finanzkris eng ganz Partie Entscheedung u komplett ondemokratesch Strukturen ofgetrueden. Déi sougenannten Troika, déi elo net méi sou genannt ginn duerf, ass eng Zesummesetzung vun Institutiounen déi absolut keng demokratesch Legitimitéit hunn.

„Waat kennen ma geint den Demokrateschen Defizit maachen?“

D'Europäesch Memberstaaten mussen responsabilitéit iwerhuelen, an zu hiiren Entscheedungen an den Conseillen stoen. Eng Unioun, wou jidfareen just noom eegenen wirtschaftlechen Notzen vun den Strukturen kukkt, Decisiounen op europäeschem Niveau oofblockt aus nationalen Intereen an all weider Integratioun bzw Inklusioun eviteiert, ass keng Unioun! (Dann kann een sech och op bi-respektiv multilateral Traitéen limitéieren.)

Eng Stärkung vum Initiatifrecht vun da Europäescher Kommissioun ass essenziell, well et een supranationalt Organ ass, waat sech fir d'Intereen vun da ganzer Gemeinschaft ansetzt an net vun den eenzelnen Staaten! Et soll een och an schlechten Zaiten zesummen haalen, och wann daat Finanziell an aanerwerteg Unstrengungen mat sech brengt.

Mir brauchen eng Befestegung vun den Demokrateschen Prozesser!
Politik muss endlech unfänken, d'Bierger/innen an d'Prozesser an Decisiounen mat anzebeziehen, sprech mei Biergerbeddelegung! D'Prozesser Biergergerecht maan, an et net op engem Interlektuellen Niveau weider beibehaalen, deen nemmen eng Minoriteit vun da Bevölkerung versteet.

Mir brauchen kloer Positioneierungen vun den Parteien, vun allen Parteien.
D'Leit wessen guer net mei, waat se wielen sollen, well se unhuelen, et giff sech souwisou neicht enneren! Deen politeschen Analphabetismus ass een groussen Problem, deen een endlech serieux behandelen muss.

En Problem, deen weisst, dass d'Politik momentan handlungsonfäheg ass, an dass Parteien europaweit, aus Angscht hiir Wieler ze verleieren, sech un verschiddenen Themen net Fanger verbrennen wellen an sech kleng haalen, fir nach eng Legislaturperiod oofsetzen ze duerfen.

D'Juugend muss endlech serieux geholl gin. Juugendlecher sin dei, dei die meeschten Ambitiounen hun, dei nach hiir ganz Zukunft fiirun sech hun. Se sin mei visionär an manner fiirangeholl vis-à-vis vun groussen Herausforderungen, ewei aal, duerch an duerch politiseiert Leit.

Also sollen se och iwat hiir Zukunft mat schwetzen an decideieren kennen. Se sollen mat decideieren kennen, an daat ungefaangen bei da Schoul, bis hin op en nationalen bzw. europäeschen Niveau.

Se müssen wessen, wei eng Demokratie funktionieiert, wei dei vaschidden politesch Organer funktionieieren, wei een Organisatiounen op d'Been stellen kann, wei een sech engageieren kann an wei een selwer Input an d'politesch Evenementer kann gin. Den Referendum zu Lëtzebuerg huet jo leider bewisen, dass ma na net esou weit sin, och da Juugend eng Entscheidungsfähegkeet nozeschwetzen.

Eng Zentral fiir politesch Bildung ass do onemgänglich, an och nemmen en Ufank, dobai kann et aawer net bleiwen.

D'Juugend sollt direkt an d'politesch Decisiounen mat anbezunn gin, vrun allem wann et Themen sin, dei d'Juugend direkt an indirekt concerneieren.

Wa mer den Bierger/innen d'Idee, vun der europäescher Integratioun, méi no wëlle bréngen, komme mer net laanscht eng kloer Opwärtung vun de Méiglechkeeten, sech als Bierger/innen an de politeschen Entscheidungsprozess anzebréngen. D'Méiglechkeete vun der europäescher Biergerinitiativ musse konsequent opgewäert ginn. Den Drock op d'Kommissioun muss erhéicht ginn. Nëmme wann d'europäesch Union méi no bei de Bierger an d'Biergerin kënnt an hinnen och eng konkret Bedeelegung erméiglecht, kann et och zu engem méi klaren Verständnis an enger méi grousser Akzeptanz kommen.

Miir brauchen een Europa vun Bierger/innen, fiir Bierger/innen.



Jonk Demokraten

Flüchtlingspolitik: Legale Wege nach Europa ! **Luxemburg ist gefordert**

Die luxemburgische Ratspräsidentschaft befindet sich in der heißen Phase und die Jungen Demokraten erwarten sich unter dem Impuls Luxemburgs weitere konkrete Ergebnisse bei der Flüchtlings- und Asylpolitik. Die Politiker stehen in der Verantwortung, auf europäischer Ebene eine kohärente und nachhaltige gemeinsame Strategie auszuhandeln und Antworten zu finden auf diesen historischen Prozess.

Die jungen Demokraten fordern :

Wege nach Europa legalisieren und kontrollieren

Die Flüchtlingsströme gleichen immer mehr einer großen Völkerwanderung. Die EU muss ihrer Verantwortung nachkommen und diese Ströme effizienter kontrollieren und lenken. Das lukrative Geschäft von Schlepperbanden muss unterbunden werden. Diese profitieren gleichermaßen von der Misere der Flüchtlinge sowie von der mangelnden Bereitschaft seitens der EU, legale Wege nach Europa zu öffnen. Schon bestehende Maßnahmen, wie **humanitäre Visa oder Botschaftsverfahren, müssen daher besser benutzt werden.** Zudem müssen Informationszentren sowie **Auffang-, und Registrierungsstrukturen außerhalb der EU eingerichtet und die Einreise in die EU nach genauen Kriterien organisiert werden.** Die sogenannten Hotspots müssen diese Rolle schnellstens erfüllen. Die Tür nach Europa muss ein Stück weit geöffnet werden. Gleichzeitig müssen die illegalen Wege nach Europa geschlossen werden. Nur so sind die enormen Flüchtlingsströme kontrollierbar. **Die Flüchtlingshilfe muss sich vorrangig an diejenigen richten, die aufgrund von Krieg und Verfolgung am dringendsten unsere Unterstützung benötigen.**

Quotenverfahren festlegen

Gleichzeitig muss das Quotenverfahren festgelegt, beziehungsweise basierend auf dem Solidaritätsgedanken verbessert werden, **sodass jedes EU-Mitgliedsland, gemäß seiner Größe, eine gewisse Anzahl von Asylbewerbern aufnehmen muss.** Die gegenwärtigen Auflagen der Asylpolitik, basierend auf dem Dublin III-System, sind ineffizient und in jeglicher Hinsicht vollkommen inakzeptabel. Die Verantwortung über die Flüchtlingsströme lastet fast ausschließlich auf den Schultern der wenigen Mitgliedsstaaten, welche die südliche Außengrenze der EU bilden. Die Registrierungs- und Aufnahmeverfahren müssen über das Quotenverfahren hinaus harmonisiert werden.

Dialog fördern

Zugleich muss der interkulturelle Dialog mit allen Beteiligten gefördert und verbessert werden, damit die progressiven Werte in Europa nicht Weltanschauungen, die von Intoleranz, Fremdenhass, Fundamentalismus und Misogynie geprägt sind, weichen. Die Flüchtlingskrise darf zum Beispiel nicht als Vorwand für eine Diskussion über ein mögliches Burkaverbot benutzt werden. Die Jungen Demokraten kritisieren die Art und Weise wie verschiedenen Parteien in Luxemburg beide Themen vermischen.

In Zeiten eines alternden und an Fachkräften mangelnden Europas ist die Rettung und Integration von diesen und zukünftigen Flüchtlingen **nicht nur eine moralische Pflicht, sondern auch eine große Chance für eine vielfältige, offene und dynamische EU.** Damit die Integration bestmöglich funktioniert muss in allen EU-Ländern die Integration groß geschrieben werden. Die JDL begrüsst, dass den Neuankömmlingen schneller Zugang zum Arbeitsmarkt gewährt wird und dass Anreize für Flüchtlinge geschaffen werden, um die Integration zu fördern.

AVIS ADRENALIN

Folgend Themen:

- Immigratioun, Integratioun & Flüchtlingsproblematik
- Neien EU-Modell: Europa vun de Natiounen
- Europäesch Aussepolitik (a Verhältnis zu Russland)
- Fräihandel a Wirtschaftsliberalismus an der EU
- Griechenland & Eurowährungskris
- Europawahlen

INSCRIPTIONS HEARING 11/11/2015

Organisation	Nom	Prénom	Email	Position
Young Caritas	Kijamet	Dzenita	kijametdzenita@ymail.com	Représentant
Young Caritas	Lessinger	Noël	nlessinger@gmail.com	Représentant
DVLJ	Néré	Cédric	cedricnere@gmail.com	Représentant
DVLJ	Martin	Gilles	stepssuckler@netscape.net	Représentant
CGJL	Losch	Maurice	president@cgjl.lu	Président CGJL
CGJL	Brighi	Christophe	presidence@cgjl.lu	Chargé de mission Présidence
FNEL	Sietzen	Pitt	pitt.sietzen@outlook.com	Représentant
DEI JONK GRENG	Picard	Bob	bpicard1994@gmail.com	Représentant
JDL	Agostini	Michael	executif@jonkdemokraten.lu	Exekutivkomitee
JDL	Degrot	Jana	executif@jonkdemokraten.lu	Représentant
OGBL Jeunes	Kalmes	Luc	luc.kalmes@yahoo.de	Vice-président
ADRENALIN	Thein	Joé	joethein@live.com	NationalpresidentAdrenalin
ADRENALIN	Carlizzi	Gilles		GeneralsekretärAdrenalin
JONK LENK	Steinmetzer	Milena	jonklenk@riseup.net	Représentant
UNEL	Reichling	Vicky	vicky.reichling @ unel.lu	Membre groupe de travail « internationale »
JSL	Weymerskirch	Patrick	patrickwey@hotmail.com	Generalsekretär JSL
CSJ	Margue	Elisabeth	elisabethmargue@gmail.com	National Comité CSJ

ADDENDUM

En vue du

Hearing entre des commissions parlementaires et des représentants de la Conférence générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) au sujet des résultats de la Conférence européenne de la Jeunesse, qui s'est tenue à Luxembourg du 21 au 25 septembre 2015

le mercredi 11 novembre 2015, à 15.00 heures

- 1 - 3 EU Youth Conference Luxembourg – Final Joint Recommendations on
« Empowerment of young people for political participation in the democratic life in Europe
- 4 Avis UNEL
- 5 - 6 Avis JSL
- 7 - 8 Avis Jonk Lénk
- 9 - 11 Avis Jonk Gréng
- 12 Avis JDL
- 13 Avis ADRENALIN
- 14 Liste des participants

- **Avis du Daachverband vun de Lëtzebuerger Jugendklibb**
- **Nouvelle liste des participants**

Transmis en copie pour information

- Aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Aux Membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de la Jeunesse
- Aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 10 novembre 2015

Joëlle Merges

Secrétaire-administrateur de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse





Avis du DVLJ : « sujets européens »

Au niveau européen le « Daachverband vun de Lëtzebuurger Jugendklibb asbl. – DVLJ » est engagé dans la « European Confédération of Youth Clubs - ECYC ». Dans le cadre du « hearing » du 11 novembre 2015, relatif à des sujets européens à la Chambre des Députés du Luxembourg, le DVLJ, soutenu par l'ECYC, tient à mettre l'accent sur trois sujets clés pour les jeunes en Europe, respectivement dans l'Union européenne.

Solidarité

La solidarité tant en interne, qu'en externe est une valeur clé pour le DVLJ. L'Union européenne et les États membres se doivent de venir en aide aux plus démunis, notamment les jeunes et très jeunes entre eux, qu'ils soient citoyens ou encore réfugiés. Pour maintenir une bonne cohésion sociale des initiatives et mesures doivent être prises pour donner à chacun une chance de vivre dignement dans notre société et d'exercer un travail digne.

Démocratie

La démocratie est, et doit rester, une valeur clé dans la construction européenne. Tant en ce qui concerne les politiques intérieures, qu'en ce qui concerne les politiques d'échanges extérieurs. La volonté démocratique doit primer sur des logiques de profit. Dans ce contexte des initiatives et mesures pour favoriser l'éducation citoyenne, formelle et non-formelle, doivent continuellement être prises, notamment dans le secteur de la jeunesse et de l'éducation.

Avenir

Du dynamisme de la jeune génération dépendra l'avenir de l'Union européenne. Les organisations de jeunesse sont des acteurs clés de la dynamique de la jeune génération européenne. Elles ont besoin davantage de moyens pour aider à construire à travers leurs échanges, leur travail local et européen la paix, la prospérité et la durabilité de l'Union européenne de demain. Le DVLJ appelle aux décideurs politiques à renforcer les organisations de jeunesse. Elles doivent avoir les moyens de suivre des dossiers nationaux et européens complexes sur de longues périodes pour défendre ainsi les intérêts collectifs des jeunes d'aujourd'hui et de demain.

Pour le DVLJ,
Le comité

INSCRIPTIONS HEARING 11/11/2015

Organisation	Nom	Prénom	Email	Position
Young Caritas	Kijamet	Dzenita	kijametdzenita@ymail.com	Représentant
Young Caritas	Lessinger	Noël	nlessinger@gmail.com	Représentant
DVLJ	Martin	Gilles	stepssuckler@netscape.net	Représentant
DVLJ	Craiut	Rares		
DVLJ	Schroeder	Jeff		
DVLJ	Olinger	Kevin		
DVLJ	Zuidberg	Yannick		
CGJL	Losch	Maurice	president@cgjl.lu	Président CGJL
CGJL	Brighi	Christophe	presidence@cgjl.lu	Chargé de mission Présidence CGJL
CGJL	Djuna	Bernard	djunabernard@gmail.com	Vice-Présidente CGJL
CGJL	Mike	de Waha	Mike.dewaha@cgjl.lu	Chargé de directionCGJL
FNEL	Sietzen	Pitt	pitt.sietzen@outlook.com	Représentant
DEI JONK GRENG	Picard	Bob	bpicard1994@gmail.com	Représentant
JDL	Degrot	Jana	executif@jonkdemokraten.lu	Représentant
OGBL Jeunes	Kalmes	Luc	luc.kalmes@yahoo.de	Vice-président
ADRENALIN	Thein	Joé	joethein@live.com	Nationalpresident Adrenalin
ADRENALIN	Carlizzi	Gilles		Generalsekretär Adrenalin
JONK LENK	Steinmetzer	Milena	jonklenk@riseup.net	Représentant
JONK LENK	Née	Sophie		
UNEL	Reichling	Vicky	vicky.reichling @ unel.lu	Membre groupe de travail « internationale »
JSL	Weymerskirch	Patrick	patrickwey@hotmail.com	Generalsekretär JSL

INSCRIPTIONS HEARING 11/11/2015

CSJ	Margue	Elisabeth	elisabethmargue@gmail.com	National Comité CSJ
CSJ	Glod	Yannick		President CSJ Süden
MENJE	Schroeder	Ralph	Chef de service jeunesse	
MENJE	Keipes	Nathalie	Conseiller de direction adjoint	